

# Sortie des traités européens : PLAN A / PLAN B

L'idée européenne n'a rien à voir ce qu'elle est devenue. L'union européenne (UE) est seulement un marché unique et les peuples sont soumis à la dictature des banques et de la finance. Comment stopper ce cauchemar ? Car c'est l'échec à tout point de vue. Les inégalités et la pauvreté s'accroissent. Nous vivons de moins en moins bien. Les extrêmes droites prospèrent. Lorsque l'on vote contre les dogmes libéraux comme nous l'avons fait en 2005, l'Union européenne ne respecte pas la souveraineté des peuples : annulant les résultats, elle impose des décisions contraires aux scrutins. Les lobbyistes y achètent nos élu·e·s. En 2012, Hollande devait renégocier le traité mais il n'a rien fait.

Sa monnaie, **l'euro, démantèle l'industrie et casse les droits et les salaires**. Ses traités obligent à lever la dette publique sur les marchés financiers et mettent les États sous la menace d'attaques spéculatives. Ses frontières économiques, ouvertes aux quatre vents, arrêtent les humains mais pas les marchandises. Première puissance libre-échangiste, l'UE met en concurrence les systèmes sociaux et les écosystèmes avec ceux de pays moins développés.

Mais il est hors de question de lâcher quoi que ce soit de notre programme. **Nous ne céderons sur rien**. Et si l'Union européenne se dresse en face des aspirations des français·es, nous ferons primer ces dernières, dans la discussion, mais avec fermeté. « L'Europe, on la change ou on la quitte ».

## 1) Nos mesures d'urgence pour transformer l'Europe

Nous désobéirons immédiatement à certaines obligations inacceptables de l'Union européenne, comme la libéralisation des services publics, la directive des travailleurs détachés et l'aveugle règle des 3 %. Nous apporterons notre liste de revendication à discuter avec les partenaires européens, afin de rendre l'Union européenne compatible avec le progrès humain, pour tou·te·s ses habitant·e·s. Si les partenaires européens refusent tout compromis raisonnable, **nous n'hésiterons pas à rompre avec l'Union européenne**. Pour appliquer notre programme avant même les premières négociations, **nous devons immédiatement cesser d'appliquer certaines règles européennes**. Cela permettra d'améliorer immédiatement les conditions de vie du plus grand nombre et montrera notre détermination. Il s'agira de :

- **contrôler les capitaux aux frontières**, pour empêcher les fuites d'argent – et désobéir à la libre-circulation ;
- **lutter de manière ferme contre les paradis fiscaux** – dont certains, comme le Luxembourg, sont membres de l'Union européenne ;
- adopter un **moratoire sur le remboursement de la dette publique** – afin de mener les négociations en position de force vis-à-vis des créanciers ;
- **ne pas appliquer la directive des travailleurs détachés** – afin d'affirmer un droit identique pour tou·te·s les salarié·e·s sur le territoire ;
- ouvrir un **recrutement exceptionnel de douaniers** – afin d'être capable de contrôler les marchandises à nos frontières et de les taxer.

## 2) Notre plan A : les négociations avec l'Union européenne

Dans ce cadre sécurisé, avec une transformation sociale du pays en cours, **nous présentons un plan A aux partenaires européens, un processus de réformes.**

Toutes ces négociations seront transparentes, les documents seront communiqués, des conférences de presse seront tenues quotidiennement. Nous mettrons fin à l'opacité et au secret des négociations européennes.

### Lettre aux partenaires : les conditions de la négociation

*« Le gouvernement de la République française, désireux de proposer une refondation démocratique, sociale et écologique sur des bases équilibrées et justes, propose les réorientations suivantes de l'Union européenne et de l'eurozone.*

- 1. Réforme des statuts de la Banque centrale européenne (rachat direct de dettes publiques, objectif de plein-emploi, objectif d'inflation rehaussé, investissements directs).*
- 2. Mise au pas de la finance par l'interdiction des instruments financiers toxiques, une taxe réelle sur les transactions financières, le contrôle des mouvements de capitaux*
- 3. Fin du contrôle et des sanctions des budgets nationaux (semestre européen).*
- 4. Harmonisation fiscale et sociale (Smic européen progressif, convergence de l'imposition, lutte contre les paradis fiscaux, fin des privatisations et libéralisation des services publics) et clause de non régression des droits sociaux.*
- 5. Mise en place d'un protectionnisme européen (arrêt de la libre circulation des capitaux et des marchandises entre l'UE et les pays tiers, arrêt des politiques de libre-*

*échange, autorisation des aides d'État aux secteurs stratégiques)*

*6. Refondation de la politique agricole commune pour garantir l'autosuffisance alimentaire, la relocalisation et l'agriculture écologique et paysanne*

*7. Abandon du marché carbone et mettre en œuvre une véritable politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec des critères de convergence impératifs*

*Le résultat de la négociation sera soumis au peuple français par référendum.*

Trois solutions à ce stade :

### 1. Les partenaires acceptent nos revendications.

Nous pouvons appliquer notre programme pour les années qui suivent, en ayant levé les obstacles principaux imposés par Bruxelles. L'Union européenne peut renouer avec le progrès social, la lutte contre les inégalités, entamer une transition écologique, et réindustrialiser le continent.

### 2. Les partenaires cèdent sur certains points, mais refusent de nous laisser mettre en œuvre notre programme national.

Nous soumettrons au peuple français le résultat de la négociation. Les françaises et les français décideront en toute souveraineté grâce à un référendum : ou bien ils acceptent les concessions de l'Union européenne, ou ils décideront de mettre en œuvre un plan B. Cela se traduira par un vote en faveur du maintien de la France dans l'Union européenne et la zone euro ou en faveur de la mise en œuvre d'un plan B.

### 3. Les partenaires rejettent l'ensemble de nos revendications ou refusent d'ouvrir les négociations.

Le gouvernement prendra alors les décisions qui s'imposent, et mettra immédiatement en œuvre un plan B.

### 3) En cas d'échec des négociations : le Plan B

Cette menace d'un plan B n'est pas abstraite. Si le peuple français choisit de rompre, qu'il y est poussé par la mauvaise volonté, le dogmatisme et l'entêtement d'une Union européenne prisonnière de ses errements, **nous savons quoi faire !**

- D'abord, **sortir de l'Union européenne** (ce qui nous affranchira des règles européennes de la concurrence) et stopper la contribution de la France au budget de l'Union européenne (22 mds d'euros par an dont 7 de contribution nette) ;
- Puis **instaurer une nouvelle politique monétaire** (réquisition de la Banque de France pour revenir à une monnaie nationale, en proposant aux pays qui le souhaitent de développer une monnaie commune) ;
- Ensuite, **mettre en œuvre le protectionnisme** (taxation aux frontières des produits, avec un barème kilométrique, et une majoration pour les pays aux droits sociaux limités) ;
- Et enfin, **lancer de nouvelles coopérations internationales** avec les peuples désireux de coopérer en faveur du progrès humain.